



RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE  
COMMUNE DE MOLENBEEK-SAINT-JEAN

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

**Présents**

Michel Eylenbosch, *Président du Conseil* ;  
Françoise Schepmans, *Bourgmestre* ;  
Ahmed El Khannouss, Sarah Turine, Patricia Vande Maele, Abdelkarim Haouari, Karim Majoros, Jan Gypers, Ann Gilles-Goris, Olivier Mahy, Annalisa Gadaleta, *Échevin(e)s* ;  
Christian Magérus, Jamal Ikazban, Abdellah Achaoui, Houria Ouberti, Badia El Belghiti, Paulette Piquard, Jamel Azaoum, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Olivia P'Tito, Gerardine Bastin, Danielle Evraud, Luc Léonard, Mohamed El Abboudi, Lhoucine Ait Jeddig, Dirk De Block, Michaël Vossaert, Nader Rekik, Farida Tahar, Shazia Manzoor, Georges Van Leeckwyck, Leonidas Papadiz, Roland Vandenhove, Laurie Carême-Palanga, Youssef Lakhroufi, Hassan Ouassari, Ahmed Barro, *Conseillers communaux* ;  
Jacques De Winne, *Secrétaire communal*.

**Excusés**

Mohammadi Chahid, Pierre Vermeulen, Khadija El Hajjaji, Dirk Berckmans, Hassan Rahali, Tania Dekens, Nicole Linders-Dubocqage, *Conseillers communaux*.

**Séance du 27.05.15**

---

**#Objet : Taxes communales - Taxe sur les salles de fêtes, de spectacles et de divertissements exploitées par des personnes ou entités privées - Création pour 2015 à 2018 inclus.#**

---

Séance publique

**Finances**

**LE CONSEIL,**

Vu les articles 41, 162 et 170 § 4 de la Constitution ;  
Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;  
Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;  
Considérant que l'objectif principal poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Molenbeek-Saint-Jean les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier ; que dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;  
Considérant que la présence de salles de fêtes, de spectacles et de divertissements situées sur le territoire de la commune et exploitées par des personnes ou entités privées est susceptible d'engendrer des charges supplémentaires pour la commune, notamment en matière de maintenance et de sécurisation des voiries ainsi qu'en terme de renforcement de la surveillance policière sans qu'il y ait une contrepartie financière ;  
Considérant toutefois que des exonérations de la présente taxe sont prévues en raison de l'intérêt général ;  
Vu la situation financière de la Commune ;  
Sur proposition du Collège échevinal du 16 mars 2015;

**DECIDE :**

Article 1

Il est établi au profit de la commune de Molenbeek-Saint-Jean, pour les exercices 2015 à 2018 inclus, une taxe sur les salles de fêtes, de spectacles et de divertissements exploitées par des personnes ou entités privées. Sont exonérés de l'application du présent règlement :

- les salles communales ;
- les salles se trouvant dans les établissements d'enseignement organisés ou subventionnés par les pouvoirs publics ;
- les salles affectées à des activités culturelles, sportives ou touristiques, poursuivies sans but de lucre et subventionnées ou agréés par les pouvoirs publics ;
- les premiers 75 m<sup>2</sup> de la surface brute totale des salles ;
- les parkings.

#### Article 2

Par « salle de fêtes, de spectacles et de divertissements », il y a lieu d'entendre toute salle exploitée dans un but de lucre pour organiser des fêtes, des représentations ou spectacles accessibles au public dans le but de divertir ou de distraire.

#### Article 3

La taxe est calculée sur base de la superficie brute totale de la salle. Le taux est fixé à 3,00 EUR par m<sup>2</sup>, par an et par salle.

La taxe est due au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice d'imposition et en entier pour toute l'année. Elle ne peut être fractionnée, proportionnellement ou non, à des parties d'années.

#### Article 4

La taxe est due par le propriétaire du lieu où est organisé la fête, le spectacle ou le divertissement.

#### Article 5

L'administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment complétée et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule. Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration et qui n'a jamais déclaré la taxe est tenu d'en réclamer une au plus tard le 31 décembre de l'exercice concerné et de la renvoyer selon les mêmes modalités que celles énoncées ci-dessus. La déclaration reste valable jusqu'à révocation.

En cas de modification de la base imposable, le contribuable doit se procurer une nouvelle formule de déclaration, la compléter dûment, la signer et la renvoyer à l'administration communale dans un délai de 10 jours ouvrables qui suivent ladite modification.

#### Article 6

La non déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Les taxes enrôlées d'office seront majorées conformément à l'échelle des accroissements de la manière suivante :

- Absence de déclaration due à des circonstances indépendantes de la volonté du contribuable : pas d'accroissement
- Absence de déclaration sans intention d'éluder la taxation : 10 %
- Absence de déclaration avec intention d'éluder la taxation : 50 %
- Déclaration incomplète ou inexacte due à des circonstances indépendantes de la volonté du contribuable : pas d'accroissement
- Déclaration incomplète ou inexacte sans intention d'éluder la taxation : 10 %
- Déclaration incomplète ou inexacte avec intention d'éluder la taxation : 50 %
- Déclaration incomplète ou inexacte accompagnée de faux ou d'un usage de faux ou d'une tentative de corruption de fonctionnaire : 200 %

L'accroissement initialement prévu sera doublé si le fait générateur de l'accroissement se reproduit l'année suivante sans que la majoration puisse excéder le double de la taxe due.

#### Article 7

Tout redevable est tenu, à la demande de l'administration et sans déplacement, de produire tous les livres et documents nécessaires à l'établissement de la taxe.

Les redevables sont également tenus d'accorder libre accès aux immeubles susceptibles de constituer ou de contenir un élément imposable ou dans lesquels s'exerce une activité imposable, aux fonctionnaires spécialement désignés à cet effet et munis de leur lettre de désignation et ce, en vue d'établir ou de contrôler

l'assiette de la taxe.

Article 8

La taxe est perçue par voie de rôle. Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Échevins.

Article 9

A défaut de paiement de la taxe dans le délai, un intérêt au taux prévu en matière d'impôt directs est dû, cet intérêt étant calculé par mois civil à partir du premier jour du mois qui suit celui de l'échéance.

Article 10

En cas de réclamation, le réclamant ne devra pas justifier du paiement de l'imposition. Toutefois, l'introduction d'une réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la taxe et des intérêts de retard.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de tutelle.

38 votants : 24 votes positifs, 13 votes négatifs, 1 abstention.

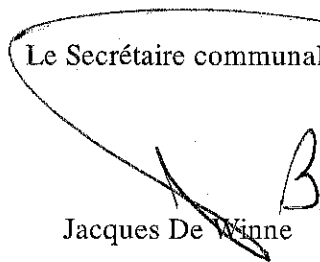
AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire Communal,  
(s) Jacques De Winne

Le Président du Conseil,  
(s) Michel Eylenbosch

POUR EXTRAIT CONFORME  
MOLENBEEK-SAINT-JEAN, le 29 mai 2015

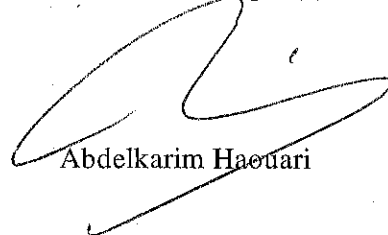
Le Secrétaire communal,



Jacques De Winne



Pour la Bourgmestre,  
L'échevin(e) délégué(e),



Abdelkarim Haouari



**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST  
GEMEENTE SINT-JANS-MOLENBEEK**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Michel Eylenbosch, *Voorzitter van de Raad* ;  
Françoise Schepmans, *Burgemeester* ;  
Ahmed El Khannouss, Sarah Turine, Patricia Vande Maele, Abdelkarim Haouari, Karim Majoros, Jan Gypers, Ann Gilles-Goris, Olivier Mahy, Annalisa Gadaleta, *Schepenen* ;  
Christian Magéus, Jamal Ikazban, Abdellah Achaoui, Houria Ouberrri, Badia El Belghiti, Paulette Piquard, Jamel Azaoum, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Olivia P'Tito, Gerardine Bastin, Danielle Evraud, Luc Léonard, Mohamed El Abboudi, Lhoucine Ait Jeddig, Dirk De Block, Michaël Vossaert, Nader Rekik, Farida Tahar, Shazia Manzoor, Georges Van Leeckwyck, Leonidas Papadiz, Roland Vandenhove, Laurie Carême-Palanga, Youssef Lakhroufi, Hassan Ouassari, Ahmed Barro, *Gemeenteraadsleden* ;  
Jacques De Winne, *Gemeentesecretaris*.

**Verontschuldigd**

Mohammadi Chahid, Pierre Vermeulen, Khadija El Hajjaji, Dirk Berckmans, Hassan Rahali, Tania Dekens, Nicole Linders-Dubocage, *Gemeenteraadsleden*.

**Zitting van 27.05.15**

---

**#Onderwerp : Gemeentebelastingen - Belasting op de feestzalen en de zalen voor vertoningen en ontspanning - Uitgebaat door particulieren of private rechtsvormen - Invoering voor 2015 tot 2018 inbegrepen.#**

---

Openbare zitting

**Financiën**

DE RAAD,

Gelet op artikels 41, 162 en 170 § 4 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Overwegende dat onderhavige belasting als voornaamste doelstelling heeft de gemeente Sint-Jans-Molenbeek de nodige financiële middelen te verschaffen voor de opdrachten en het beleid dat ze wenst te voeren, alsook te zorgen voor financieel evenwicht; dat bij het nastreven van deze doelstelling vanuit billijkheidsoverwegingen rekening dient te worden gehouden met de belastingcapaciteit van de belastingplichtigen, dit vanuit een legitieme bezorgdheid om de fiscale lasten op een rechtvaardige manier te verdelen;

Overwegende dat de aanwezigheid van feestzalen en zalen voor vertoningen en ontspanning, gevestigd op het grondgebied van de gemeente en uitgebaat door particulieren of private rechtsvormen, bijkomende kosten voor de gemeente met zich kan meebrengen, met name inzake onderhoud en beveiliging van de wegen, alsook wat betreft de versterking van de politiebewaking, zonder dat er een financiële compensatie is;

Overwegende echter dat er vrijstellingen voor deze belasting voorzien zijn met het oog op het algemeen belang;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;

Op voorstel van het Schepencollege van 16 maart 2015;

**BESLIST:**

Artikel 1

Er wordt voor de dienstjaren 2015 tot 2018 inbegrepen een belasting ingevoerd ten gunste van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek, op de feestzalen en de zalen voor vertoningen en ontspanning, uitgebaat door particulieren of private rechtsvormen.

Worden vrijgesteld van de toepassing van onderhavig reglement:

- de gemeentelijke zalen;
- de zalen die zich in onderwijsinstellingen bevinden, ingericht of gesubsidieerd door de openbare overheden;
- de zalen bedoeld voor culturele, sportieve of toeristische activiteiten, uitgeoefend zonder winstoogmerk en gesubsidieerd of erkend door de openbare overheden;
- de eerste 75 m<sup>2</sup> van de totale bruto oppervlakte van de zalen;
- de parkings.

Artikel 2

Onder « feestzalen en zalen voor vertoningen en ontspanning » dient iedere zaal te worden verstaan die met winstoogmerk gebruikt wordt voor het organiseren van feesten, voorstellingen of vertoningen, toegankelijk voor het publiek, met ontspanning of vermaak als doel.

Artikel 3

De belasting wordt berekend op basis van de totale bruto oppervlakte van de zaal (in m<sup>2</sup>). De belastingvoet is vastgesteld op 3,00 EUR per m<sup>2</sup>, per jaar en per zaal.

De belasting is verschuldigd op 1 januari van het belastingjaar, en in haar geheel voor het hele jaar. Ze kan niet, al dan niet verhoudingsgewijs, in gedeeltes van jaren onderverdeeld worden.

Artikel 4

De belasting is verschuldigd door de eigenaar van de plaats waar het feest, het spektakel of de vertoning georganiseerd wordt.

Artikel 5

Het gemeentebestuur betekent een aangifteformulier aan de belastingplichtige, dat deze laatste naar behoren ingevuld en ondertekend dient terug te sturen vóór de uiterste datum die op het genoemde formulier vermeld staat. De belastingplichtige die geen aangifteformulier heeft ontvangen, en die de belasting nooit heeft aangegeven, is ertoe gehouden een aangifteformulier aan te vragen, en dit ten laatste op 31 december van het betreffende dienstjaar, en dit terug te sturen volgens dezelfde modaliteiten hierboven aangegeven. De aangifte blijft van kracht tot herroeping.

Bij een wijziging van de belastbare basis moet de belastingplichtige een nieuw aangifteformulier aanvragen, dit naar behoren invullen, ondertekenen en binnen een termijn van 10 werkdagen volgend op deze wijziging terugsturen naar het gemeentebestuur.

Artikel 6

Het niet aangeven binnen de voorziene termijn, of een onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte leidt tot ambtshalve inkohiering van de belasting.

De ambtshalve ingekohierde belastingen worden als volgt verhoogd, overeenkomstig de schaal van de vermeerderingen:

- Geen aangifte, te wijten aan omstandigheden buiten de wil van de belastingplichtige: geen vermeerdering
- Geen aangifte, zonder intentie om de belasting te ontduiken: 10 %
- Geen aangifte, met de intentie om de belasting te ontduiken: 50 %
- Onvolledige of onjuiste aangifte, te wijten aan omstandigheden buiten de wil van de belastingplichtige: geen vermeerdering
- Onvolledige of onjuiste aangifte, zonder intentie om de belasting te ontduiken: 10 %
- Onvolledige of onjuiste aangifte, met de intentie om de belasting te ontduiken: 50 %
- Onvolledige of onjuiste aangifte, gekoppeld aan valsheid, gebruik van valse stukken of poging tot

omkoping van de ambtenaar: 200 %

De aanvankelijk voorziene vermeerdering zal verdubbeld worden als het feit dat de vermeerdering doet ontstaan, zich het daaropvolgende jaar herhaald; deze vermeerdering mag echter het dubbele van de verschuldigde belasting niet overschrijden.

Artikel 7

Iedere belastingplichtige moet, op verzoek van het bestuur en zonder verplaatsing, alle boeken en bescheiden voorleggen die noodzakelijk zijn voor de vestiging van de belasting.

De belastingplichtigen zijn er eveneens toe gehouden vrije toegang te verschaffen tot de gebouwen die een belastbaar element kunnen vormen of bevatten, of waar een belastbare activiteit wordt uitgeoefend, aan de ambtenaren die daar speciaal voor aangeduid worden, en die hun brief betreffende de aanduiding bij zich hebben, dit met het oog op het vaststellen of controleren van de belastbare basis.

Artikel 8

De belasting wordt ingevoerd via kohier. Het kohier van de belasting wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen.

Artikel 9

Bij gebrek aan de betaling van de belasting binnen de termijn, is een intrestvoet voorzien betreffende de belastingen verschuldigd, dit intrest wordt berekend per kalendermaand vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de vervaldatum.

Artikel 10

In geval van bezwaar, moet de bezwaarindiener niet bewijzen dat hij de belasting betaald heeft. Het indienen van een bezwaar schorst de invorderbaarheid van de belasting en van de intresten wegens laattijdige betaling niet.

De Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

38 stemmers : 24 positieve stemmen, 13 negatieve stemmen, 1 onthouding.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,  
(g) Jacques De Winne

De Voorzitter van de Raad,  
(g) Michel Eylenbosch

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT  
SINT-JANS-MOLENBEEK, 29 mei 2015

De Gemeentesecretaris,

Jacques De Winne



Voor de Burgemeester,  
De afgevaardigde Schepenen,

Abdelkarim Haouari

